

À propos des futurs citoyens à engendrer et à former

Jacques Henripin

Volume 8, Number 2, août 1979

Année internationale de l'enfant

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/600789ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/600789ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (print)

1705-1495 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Henripin, J. (1979). À propos des futurs citoyens à engendrer et à former. *Cahiers québécois de démographie*, 8(2), 29–46. <https://doi.org/10.7202/600789ar>

Article abstract

Combien faut-il avoir d'enfants et comment les former? Les deux questions, indissociables, amènent des réflexions qu'il est tout naturel de regrouper en deux pôles : l'aspect individuel et l'aspect collectif.

Du point de vue des acteurs individuels, il s'agit pour les adultes de décider de faire une partie de leur vie en élevant un certain nombre d'enfants et en vivant avec eux... ou de s'abstenir de cette tâche et de ce plaisir. Ce choix est déterminé par les contraintes sociales, le désir de se procurer des éléments de confort (en donnant à ce mot un sens très large), le besoin de création à travers les enfants et le besoin de création par l'intermédiaire d'une activité professionnelle. Cependant, pour la majorité des gens, la concurrence se fait surtout entre le désir de se procurer des éléments de confort et le besoin de création à travers les enfants. Comme les occasions de confort se multiplient, le nombre d'enfants diminue. La plupart des adultes continuent toutefois à désirer des enfants, parce qu'il est fascinant de maîtriser le développement d'un être.

Du point de vue collectif, on est amené d'abord se poser la question : combien faut-il d'enfants? Il est difficile de répondre à cette question, mais on ne peut imaginer une société saine qui refuse d'exercer l'une de ses fonctions les plus essentielles : donner la vie à des générations de jeunes qui soient en nombre suffisant pour assurer la base même de la société : sa population.

Contrairement à ce qu'on pense souvent, l'État ne dispose pas de moyens magiques pour revigorer la fécondité. De toute façon, cette responsabilité devrait être partagée par l'ensemble de la société.

HENRIPIN, Jacques : A propos des futurs citoyens à engendrer et à former

RÉSUMÉ

Combien faut-il avoir d'enfants et comment les former? Les deux questions, indissociables, amènent des réflexions qu'il est tout naturel de regrouper en deux pôles: l'aspect individuel et l'aspect collectif.

Du point de vue des acteurs individuels, il s'agit pour les adultes de décider de faire une partie de leur vie en élevant un certain nombre d'enfants et en vivant avec eux ... ou de s'abstenir de cette tâche et de ce plaisir. Ce choix est déterminé par les contraintes sociales, le désir de se procurer des éléments de confort (en donnant à ce mot un sens très large), le besoin de création à travers les enfants et le besoin de création par l'intermédiaire d'une activité professionnelle. Cependant, pour la majorité des gens, la concurrence se fait surtout entre le désir de se procurer des éléments de confort et le besoin de création à travers les enfants. Comme les occasions de confort se multiplient, le nombre d'enfants diminue. La plupart des adultes continuent toutefois à désirer des enfants, parce qu'il est fascinant de maîtriser le développement d'un être.

Du point de vue collectif, on est amené à d'abord se poser la question: combien faut-il d'enfants? Il est difficile de répondre à cette question, mais on ne peut imaginer une société saine qui refuse d'exercer l'une de ses fonctions les plus essentielles: donner la vie à des générations de jeunes qui soient en nombre suffisant pour assurer la base même de la société: sa population. Contrairement à ce qu'on pense souvent, l'Etat ne dispose pas de moyens magiques pour revigorer la fécondité. De toute façon, cette responsabilité devrait être partagée par l'ensemble de la société.

Cahiers québécois de démographie
Vol. 8, no 2, août 1979

À PROPOS DES FUTURS CITOYENS
À ENGENDRER ET À FORMER

par

Jacques Henripin*

On ne saurait nier que la société québécoise soit consciente d'elle-même. Ce n'est pas nouveau, mais depuis quelque temps, me semble-t-il, cette conscience s'est renforcée sur bien des points et d'aucuns ont trouvé des raisons de craindre que ces passions collectives n'engendrent un nationalisme exacerbé, entraînant ainsi, chez beaucoup, une tendance à ignorer les valeurs de la personne, le sens des responsabilités individuelles et aussi à cultiver des fiertés faciles. C'est ainsi que beaucoup se satisfont du succès de nos chansonniers, de nos guitaristes, de nos rhéteurs de toutes sortes, de quelques entreprises qui ont du succès... et s'en remettent pour le reste à l'Etat.

* Département de démographie, Université de Montréal. Cet exposé a été présenté en février 1979, lors du colloque "Naître au Québec", organisé par le Conseil des Affaires sociales et de la Famille. Le texte en a été reproduit en entier dans le Rapport des délibérations du colloque du CASF sur le thème: "Naître au Québec" février 1979, Dossier, Conseil des Affaires sociales et de la Famille, 1979, Québec, 181 pages, pages 27 à 40.

Il ne m'appartient pas de juger des excès possibles... et des défaillances qui peuvent les accompagner. Je me contenterai, devant ces faits, de dire l'un de mes étonnements: il est curieux qu'une société dont la prise de conscience collective occupe tant de place, accorde en même temps aussi peu d'intérêt à la fonction la plus importante pour sa survie: celle de la transmission de la vie. Cela est d'autant plus curieux que la société canadienne-française, qui doit sa survie à sa vigueur démographique, vient de voir sa natalité s'effondrer.

Cela est étonnant parce qu'on trouve de nombreux exemples historiques où le sentiment national, le désir de la puissance ou simplement de s'affirmer, s'accompagnent - du moins chez les dirigeants - d'un goût marqué pour le populationnisme. Peut-être n'y a-t-il aucun souci de puissance chez les chefs nationalistes québécois. Mais on s'attendrait tout au moins à trouver quelque inquiétude à l'égard du renouvellement des générations. Car il me paraît évident qu'il n'y a pas de substitut convenable, pour une société, à la vigueur de la transmission de la vie et à la fermeté de la formation des jeunes.

De ces réflexions préliminaires, je voudrais dégager deux principes directeurs qui vont guider ce que je me propose de dire. Premièrement, si l'on veut parler de "naître au Québec", il faut aussi parler de "être formé au Québec"; en d'autres termes, lorsqu'une société s'interroge sur sa natalité, elle doit aussi s'interroger sur la façon dont elle prépare ses futurs citoyens adultes, car les deux constituent en fait la même fonction. Cela, je pense, se passe de démonstration. Deuxièmement, je crois que dans l'examen de cette question, on est sans cesse sollicité, d'une part par les motivations et les respon-

sabilités individuelles, d'autre part par les exigences collectives et les interventions des pouvoirs publics. Sur ce dernier point, je crois qu'il faut trouver un équilibre entre les conceptions purement privées ou individualistes de la procréation et de la formation des jeunes, et les positions qui voudraient tout asservir aux impératifs et aux mécanismes collectifs. Les conceptions unidirectionnelles sont toujours appauvrissantes.

Si j'ai évoqué le nationalisme tout à l'heure, ce n'est pas pour condamner toutes ses formes; car même si le terme me paraît embarrassant, je pense qu'un certain nationalisme est nécessaire à toute société, à mi-chemin entre l'anarchisme et le collectivisme, entre le libertarisme et le sectarisme, entre l'anomie et l'ethnocentrisme.

Cela étant posé, il me semble tout naturel de regrouper les quelques idées que j'ai sur la question qui nous occupe, autour de deux pôles: l'aspect individuel et l'aspect collectif. Mon intention n'est pas de décréter ce qui doit être fait - il y en a assez qui le font - mais de soulever quelques questions qui me paraissent pertinentes.

L'aspect individuel

Plaçons-nous d'abord du point de vue des acteurs individuels, qui poursuivent leurs objectifs privés, c'est-à-dire, en gros, le bonheur. Il s'agit des adultes, qui ont à décider de faire une partie de leur vie en élevant un certain nombre d'enfants et en vivant avec eux... ou de s'abstenir de cette tâche et de ce plaisir. Le mot "plaisir", ici, n'est pas de l'ironie:

il est certain que la grande majorité des adultes tirent des satisfactions profondes du fait d'avoir des enfants. Deux éléments d'une enquête que nous avons faite en 1971, permettent d'étayer cette affirmation: la très grande majorité des couples, même les plus jeunes, pensent qu'il est essentiel, pour le bonheur d'un couple, d'avoir des enfants; d'autre part, une fraction étonnante des femmes que nous avons interrogées pensent que le niveau de vie de la famille ne diminue pas avec l'arrivée des enfants, sauf au-delà de trois. Or, il est évident que le niveau de vie matériel diminue, même avec le premier enfant; si un grand nombre de femmes ne le perçoivent pas, c'est que cet appauvrissement matériel est compensé par des satisfactions appréciables, liées aux enfants.

Quoi qu'il en soit, les adultes ont à faire un choix: disons entre 0 et 4 enfants, les nombres plus élevés étant maintenant hors de l'ordinaire. Ce n'est pas un choix tout à fait libre, car de multiples influences sociales affectent ce choix: avis des parents, des amis, comportements des autres, sollicitations diverses, appuyées par la mode, la publicité, les images de ce qui est convenable, etc. Mais le choix existe et il faut avoir beaucoup de complaisance doctrinale pour penser que tout est déterminé par "le système".

Qu'est-ce qui détermine ce choix? C'est là un mystère, que tentent d'élucider - sans grand succès - bon nombre de démographes, d'économistes et de sociologues. Peu de psychologues malheureusement. Je n'ai pas la prétention d'avoir trouvé la réponse; mais ayant travaillé sur cette question, avec quelques collègues, depuis une dizaine d'années, je peux bien essayer de vous dire comment je vois les choses. Rassurez-vous, je ne mentionnerai aucun taux,

ni aucun nombre de plus d'un chiffre.

Il me semble y avoir trois éléments déterminants:

- a) premièrement, des contraintes sociales qui suggèrent des modèles de comportement; elles portent sur le nombre d'enfants lui-même, sur la façon de les élever, ou sur d'autres objets qui peuvent être des concurrents des enfants;
- b) deuxièmement, ce que j'appellerais, peut-être abusivement, une certaine dose d'hédonisme, i.e. le désir de se procurer des éléments de confort, matériel ou intellectuel, de disposer de temps libre, de s'accorder des distractions (cela peut aller du cinéma aux vacances dans les Antilles);
- c) enfin, il y a le besoin de réaliser quelque chose, de créer, de se réaliser soi-même. Cela appelle quelque précision. Je pense que la plupart des hommes et des femmes ont besoin de créer. Et j'entends par là le besoin de maîtriser le développement de quelque chose. Cette chose peut être son propre enfant et c'est peut-être ce qui est le plus accessible au plus grand nombre. A défaut d'enfants, on peut toujours porter son dévolu sur des animaux, sur des plantes, voire sur un réseau de chemins de fer miniature. Mais il y a aussi d'autres façons de créer: on peut avoir le goût de faire une oeuvre quelconque; qu'il s'agisse d'art, de littérature, de science, d'affaires, peu importe. Dans ce cas particulier, on est en présence d'un concurrent sérieux des enfants, puisqu'il s'agit de faire une carrière. Deux remarques là-dessus: d'abord que cette tentation n'affecte qu'un petit nombre, probablement; ensuite, que ce sont surtout les femmes qui sont aux pri-

ses avec cette concurrence, puisque les hommes se sont arrangés pour pouvoir tout faire à la fois, si bon leur semble.

Mes trois éléments sont en fait devenus quatre: pressions sociales, hédonisme, création à travers les enfants, création par l'intermédiaire d'une activité professionnelle. Les pressions sociales ne sont guère l'objet d'un choix: on les subit plus ou moins, on y résiste plus ou moins, suivant sa personnalité; mais on ne les choisit pas. La concurrence - et donc les choix - s'exerce à propos des trois autres éléments. Je pense que, pour la majorité des gens, la concurrence se fait surtout entre l'hédonisme et la création à travers les enfants, car peu d'individus ont accès à une création par leur vie professionnelle. Ce dernier élément ne vient concurrencer les enfants que chez un petit nombre: il s'agit surtout des femmes qui ont des dispositions qui les incitent à faire carrière.

Bref, si les enfants sont toujours désirés parce qu'ils apportent des satisfactions importantes à leurs parents, ils sont en concurrence, dans presque tous les cas, avec le souci du confort (en donnant à ce mot un sens très large). Et comme les occasions de confort se multiplient, favorisées par la publicité, la concurrence devient de plus en plus vive et le nombre d'enfants diminue. On en a encore deux, mais de plus en plus souvent, le troisième ne résiste pas à la concurrence.

Il faut ajouter la concurrence des carrières féminines, pour un nombre de cas de plus en plus grand. On constate d'ailleurs dans les enquêtes, que lorsque ce facteur supplémentaire intervient, le nombre d'enfants diminue

de façon appréciable.

D'ailleurs le travail des femmes mariées intervient, dans mon modèle d'explication, de deux façons: c'est un moyen, pour les femmes, de "se réaliser", comme on dit; d'autre part - c'est sans doute le cas du plus grand nombre - c'est un moyen d'obtenir plus de confort.

Donc, l'enfant devient l'objet d'une concurrence de plus en plus forte: il est assailli par la première ou la deuxième automobile, par la résidence secondaire, par les voyages à l'est ou au sud, par les équipements sportifs, par le goût de la liberté, par les repas au restaurant, et par une panoplie de babioles que propose notre société marchande.

Ce qui est le plus étonnant, ce n'est pas que le nombre d'enfants ait tellement diminué; c'est qu'on en désire encore. Pour l'instant, c'est le troisième enfant qui est en première ligne; déjà un grand nombre d'entre eux ont succombé. Le deuxième résiste bien, mais peut-être lui aussi sera-t-il emporté.

Voilà pour la décision d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants. Mais il n'est pas tout de les avoir; il faut aussi les former. A cet égard, il me semble que le métier de parent est bien difficile. C'est un domaine que je connais mal. Ce qui m'apparaît clair, cependant, c'est que d'une part, beaucoup de parents sont mal préparés à l'exercice de ce métier; d'autre part, qu'ils sont souvent démunis de moyens efficaces pour agir. J'ai dit tout à l'heure que l'une des raisons fondamentales pour lesquelles la plupart des

adultes désirent des enfants, c'est le goût de maîtriser le développement d'un être; et lorsque cet être est un enfant, l'entreprise est fascinante. Mais à partir de six ans, les parents maîtrisent de moins en moins de choses. La santé de l'enfant est l'affaire des médecins et des hôpitaux, concurrencés par les marchands de "chips"; la formation de son esprit est soumise au pouvoir excessif de l'Etat et des syndicats d'enseignants; quant au reste, les parents peuvent toujours s'amuser à concurrencer le pouvoir des bandes de camarades. Les plus forts sont ceux qui s'unissent: les enfants le font le plus naturellement du monde; les parents restent des francs-tireurs.

Il n'y a pas trente-six solutions: parents, réveillez-vous! Unissez-vous contre les abus des pouvoirs et des marchands. Je m'excuse de ces propos un peu belliqueux. En fait, je n'ai pas de goût particulier pour la guerre. Mais je me demande qui, dans notre société, va reprendre la tâche de former la jeunesse. Or, qu'on aime cela ou non, former, c'est imposer sa volonté; on peut le faire bêtement ou intelligemment, mais je pense qu'on n'y échappe pas. Je me demande qui osera le premier aller à l'encontre de l'espèce de démission générale des adultes à l'égard des jeunes. Qui proposera de les aimer, plutôt que de les aduler.

Derrière ces propos un peu provocants, il y a une question fondamentale à laquelle vous pourrez réfléchir: comment, aujourd'hui, au Québec, former les jeunes; comment leur apprendre la joie de créer; comment leur apprendre le plaisir de cultiver ses talents, de se dépasser; comment leur apprendre la nécessité de l'effort.

Les parents pris individuellement, ont un rôle à jouer ici. Mais ils ne pourront le remplir tout à fait qu'en se regroupant. Et cela ne suffit certes pas encore. S'ils doivent produire et former un nombre suffisant de futurs citoyens convenables, il faut aussi que l'ensemble de la société s'y mette. Cela nous amène à l'aspect collectif de "naître au Québec".

L'aspect collectif

La question la plus immédiate qui se pose est strictement quantitative: combien faut-il d'enfants? L'effondrement de la natalité du Québec a beaucoup impressionné et a parfois inquiété. Au point qu'un premier ministre a eu un jour un mirage: il a cru apercevoir un mini "baby-boom".

Je voudrais d'abord, à ce sujet, établir quelques faits majeurs et peut-être aussi rectifier certaines croyances. D'abord, l'effondrement de la natalité au Québec n'a absolument rien de particulier, sauf une ampleur un peu plus grande qu'ailleurs. La chute de la natalité, qui a commencé de 1960 à 1965 suivant les cas, est le fait de presque tous les pays occidentaux. Et si le caractère vertigineux de la chute est plus marqué au Québec, c'est que nous partions de plus haut et que nous avons rejoint, en douze ans, à peu près, le niveau moyen des pays industrialisés. On a fait grand état du fait que la natalité du Québec était devenue la plus faible du Canada; mais l'infériorité est bien faible, elle est probablement due à des facteurs accidentels et temporaires, et d'ailleurs nous ne sommes probablement plus au dernier rang.

Ajoutons aussi qu'à peu près la moitié de cette baisse est imputable à un facteur assez contingent: les couples mariés ont retardé la naissance de leurs enfants. Cela peut paraître étonnant, mais il suffit d'un allongement des intervalles entre naissances de quelques mois, pour provoquer, pendant la durée du phénomène, une baisse très sensible de la natalité.

Il est également vrai que le nombre d'enfants par famille a diminué beaucoup et cela est plus fondamental. De combien est-il, ce nombre moyen d'enfants par famille? Si la question est simple, la réponse ne l'est pas. D'abord, quelles familles? Celles dont les parents ont à peu près 25 ans ou 40 ans? Car la réponse varie suivant le cas et n'a pas la même certitude. Pour les couples dont la femme a 40 ans, c'est un peu plus de trois enfants en moyenne; pour les couples dont la femme a 25 ans, c'est un peu plus de deux enfants. On n'en est pas très sûr, car ces couples n'avaient pas encore eu tous leurs enfants lorsqu'on les a interrogés la dernière fois, il y a près de trois ans (enquête de 1976). Néanmoins, il est à peu près certain que les couples les plus jeunes que nous avons sondés, c'est-à-dire qui se sont mariés entre 1966 et 1971, auront assez d'enfants pour assurer le remplacement de leur génération. D'autre part, le nombre d'enfants qu'ils prévoyaient en 1976, après 5 ou 10 ans de mariage, dépassait celui que prévoyaient les couples du même âge, dans à peu près tous les pays où des enquêtes semblables ont été faites.

Ce nombre est-il suffisant? Est-il suffisant d'assurer le remplacement des générations? A mon avis, il n'y a pas de réponse unique et claire à cette question. Une chose est certaine cependant: avec un niveau de fécondité correspondant au simple remplacement des générations, la population québécoise

va vieillir; mais on ne peut imaginer qu'on revienne à des niveaux de fécondité qui puissent empêcher ce vieillissement. Quant au reste, on peut débattre longtemps, mais toujours sur des bases fragiles. On ne peut démontrer, par exemple, que l'économie québécoise aura besoin de plus de travailleurs dans 25 ans. Cependant, on a des raisons de penser qu'une population croissante constitue un facteur de dynamisme pour l'ensemble de la société. Mais à cet égard, il faudrait commencer par garder les Québécois qui veulent bien naître ici, donc réduire l'émigration.

Cela étant dit, il faut ajouter autre chose: nous avons pu estimer l'évolution passée du nombre d'enfants par famille, jusqu'aux couples qui se sont mariés en 1970. Nous ne savons pas vraiment ce que vont faire ceux qui les ont suivis. Si la tendance passée se poursuit, même en se ralentissant, les couples n'auront plus assez d'enfants pour assurer, à moyen terme, le maintien de la population. On doit donc s'en inquiéter. Plusieurs pays européens sont déjà dans cette situation et il n'est pas du tout invraisemblable que nous les suivions sur cette voie. Il y aurait là, me semble-t-il, une défaillance profonde: on ne peut imaginer une société saine, qui refuse d'exercer l'une de ses fonctions les plus essentielles: donner la vie à des générations de jeunes qui soient en nombre suffisant pour assurer la base même de la société: sa population.

Il faut donc prévoir comment on pourrait faire face à ce risque d'effritement progressif. Contrairement à ce qu'on pense souvent, l'Etat ne dispose pas de moyens magiques pour revigorer la fécondité. On pense souvent qu'il suffit d'augmenter les allocations familiales pour obtenir un redresse-

ment de la natalité. Les deux enquêtes que nous avons faites au Québec, montrent qu'il n'en est rien. A vrai dire, il semble qu'aucune mesure ne soit susceptible de les faire broncher d'une façon vraiment significative, sauf peut-être des incitations financières assez plantureuses. Et encore!

Mais c'est là la réponse à des questions détachées, dans le cadre d'une entrevue. Peut-être pourrait-on modifier le comportement des familles par des mesures plus globales. Je vais dire tout de suite ce que j'entends par là. Auparavant, je voudrais faire remarquer ceci: la plupart des mesures qui visent ou viseraient à accroître la natalité, sont en même temps des mesures qui améliorent la situation des familles et, en particulier - du moins pour plusieurs d'entre elles - qui réduisent les difficultés où se trouvent les femmes qui désirent avoir des enfants et exercer une activité extérieure au foyer. De sorte que, même si ces mesures n'étaient pas très efficaces du point de vue de la natalité, elles auraient au moins le mérite d'introduire un peu plus de justice sociale, en allégeant les difficultés des chargés de famille.

Je ne veux pas m'étendre sur les diverses mesures particulières, mais seulement indiquer quelques orientations. Si je me reporte à mon schéma de tout à l'heure, je vois trois types d'interventions:

1. On pourrait essayer de contrer l'effet de la publicité tapageuse de notre société marchande, qui encourage sans cesse l'aspiration à consommer davantage de biens et de services qui sont des concurrents directs des enfants.

2. On doit continuer à donner des compensations financières aux familles qui ont des enfants, surtout à celles qui ont le courage d'en avoir plus de deux. A cet égard, on peut être tranquille, on sera toujours loin du compte. Je veux dire qu'on n'arrivera probablement jamais à donner des prestations familiales suffisantes pour permettre à une famille de trois enfants d'avoir le même niveau de vie et de liberté que ce dont jouissent les couples sans enfant. Mais ce n'est pas nécessaire et je ne pense pas que les familles de trois enfants le réclament.

3. Il faut surtout, je pense, trouver des moyens de réduire le plus possible les difficultés où se trouvent les femmes qui veulent avoir des enfants et continuer leur vie active. Il y a là toute une réorganisation du monde du travail, de même qu'une transformation des mentalités, celle des hommes en particulier. Beaucoup des mesures correspondantes sont bien connues : longs congés de maternité, indemnisation par l'ensemble de la société - et non par les entreprises - de ces congés ; garderies ; camps de vacances ; aides domestiques ; etc. Il y en a une autre dont on parle moins et qui tend à partager plus également, entre hommes et femmes, la responsabilité des enfants. Il s'agit de la possibilité - parfois du droit - de convertir un poste à temps complet en poste à mi-temps, aussi bien pour le père que pour la mère. Sans doute, dans la majorité des cas, ce sont les femmes qui utiliseront cette possibilité ou ce droit. Mais quelques pères en profiteront aussi, comme cela s'est produit en Suède et il ne faut peut-être pas trop désespérer de l'éducation progressive des hommes dans ce sens. Bien entendu, cette égalité des sexes devrait s'appliquer aux congés de maternité.

J'ajouterais encore qu'on pourrait, de diverses façons, faciliter les choses aux chargés de famille, surtout lorsque les deux parents travaillent. Par exemple, il est fort incommode, dans ce cas, de trouver à peu près tous les services privés et publics fermés hors des heures habituelles de travail. Je crois qu'une réorganisation de ce genre de services pourrait faciliter les choses.

Je viens d'évoquer des mesures, des changements de mentalité, des aménagements nouveaux de la vie sociale. Cela ne peut être mis entièrement sur les épaules de l'Etat. Cela est la responsabilité de l'ensemble de la société; outre l'Etat, les chefs d'entreprise, les syndicats, ont un rôle important à jouer. Et aussi, dans une moindre mesure, chaque citoyen. A ce point de vue, je voudrais vous inviter à réfléchir sur une question qui me préoccupe: est-il souhaitable qu'à peu près tous les services que les citoyens se rendent entre eux, soient marchandisés, comptés, objets d'un prix et d'une rémunération monétaire? Ne pourrait-on pas organiser des systèmes de collaboration de quartier qui ne coûteraient qu'un merci au bénéficiaire et que le plaisir de rendre service au fournisseur? Il y a beaucoup de choses qui coûtent cher dans l'anonymat des entreprises organisées à grande échelle, mais qui n'impliquent qu'un échange de fraternité dans un cadre plus communautaire.

Il me reste à soulever quelques idées à propos de la responsabilité de former les jeunes du point de vue de la société. Je serai bref; mais je m'en voudrais de ne pas saisir cette occasion pour vous inviter à réfléchir sur quelques aberrations auxquelles nous nous adonnons avec la meilleure conscience du monde, à l'égard des jeunes. J'en mentionnerai deux.

La première, c'est ce que j'appellerais "l'incarcération douce des enfants et des adolescents dans les écoles". Il me paraît clair que ce milieu n'est pas convenable à tous les enfants, de façon continue, jusqu'à l'âge de 16 ans. Former des jeunes, c'est leur apprendre l'effort; c'est leur permettre de créer, de faire quelque chose, éventuellement de rendre service; c'est leur donner une chance de se développer en fonction de leurs goûts, de leurs aptitudes, de leurs aversions. Pour cela, l'école ne convient pas à tous. Je crois que les adultes se donnent des airs de générosité en prolongeant la scolarité obligatoire, qui a pris une petite allure de sacré fort suspecte. En fait, est-ce que nous ne parquons pas les enfants dans les écoles - je pense surtout aux jeunes adolescents - pour qu'ils ne viennent pas piétiner les plates-bandes du monde du travail? Si nous devons leur apprendre la vie, n'est-ce pas dans la vraie vie que nous devrions essayer de pratiquer cette initiation, progressivement sans doute, mais au plus jeune âge possible. C'est plus difficile dans un monde urbanisé et industriel qu'en milieu agricole. Il suffirait d'un peu d'imagination et de la volonté de le faire. Il faudrait surtout abandonner notre attachement aux chasses gardées, notre véritable appropriation du marché du travail. Il faudrait peut-être aussi, aimer les enfants.

Le deuxième travers que je voudrais signaler, c'est une espèce de condescendance un peu malade, me semble-t-il, à l'égard des jeunes. Ce n'est pas les respecter que de refuser de sanctionner leurs insuffisances, par exemple en normalisant les notes d'examens, avec la conséquence - celle-là je suis à même de la vérifier - qu'arrivent à l'université des jeunes qui seraient incapables de réussir un examen de français de dixième année. Ce n'est pas les

respecter que de les entretenir dans une aisance matérielle pour laquelle ils n'ont fait aucun effort. Ce n'est pas les respecter que de les laisser s'approprier des biens publics à leur guise, ou de prendre au sérieux leurs pleurs d'enfants gâtés. Un vieux proverbe dit "qui aime bien châtie bien". Sans doute, cet adage a-t-il un air de rigorisme qui ne sied guère aujourd'hui. Il faudrait peut-être le rénover un peu. Je proposerais: "qui aime bien exige beaucoup". Peut-être voudrez-vous réfléchir à cela. Et peut-être aussi à toute une symbolique qui accompagne cette attitude. Celle du vocabulaire par exemple. Pourquoi appelle-t-on "étudiant" un élève de septième année? Pourquoi a-t-on presque banni des mots comme "discipline", "autorité"? Et pourquoi, aussi, le mot "liberté" couvre-t-il des choses qui devraient s'appeler "licence"?

Je ne veux pas trop abuser de votre temps. Je n'ai pas la prétention d'avoir couvert tous les aspects du thème qui nous est proposé. D'autres pourront compléter. Par ailleurs, j'ai l'impression de m'être un peu laissé aller et j'ai peut-être été un peu provocant. Je m'en excuse. Mais vous êtes là pour me corriger.

Nous avons une société à bâtir. J'en suis tout à fait. Cette société future sera faite des jeunes d'aujourd'hui et de demain. Vous êtes invités à y réfléchir, à exprimer vos idées. C'est une forme de nationalisme plus exigeante que la pratique du "nationalisme de l'immédiat", dont on nous abreuve peut-être un peu trop. Au delà de la constitution et du partage des pouvoirs de demain, il y a plus important: les hommes et les femmes de demain et ce qu'ils seront capables de faire.